

le papier ou dans les programmes électoraux (Madeiro qui dirigea la révolution bourgeoise de 1910 et renversa Porfirio Diaz et le régime féodal de dictature, Carranza et Obregon étaient eux-mêmes des Latifundistes).

Les Communistes continuèrent de donner leur appui, en 1928, au Gouvernement provisoire de Portes Gill, en couvrant cette tactique de trahison avec les mots d'ordre : « Gouvernement des Ouvriers et des Paysans ». Quand ils furent enfin, contre leur volonté, obligés de cesser cette politique et qu'ils se virent rejetés dans l'illégalité, toute leur mise en scène s'effondra. Et le P. C. qui, tandis qu'il manifestait confondu avec les ouvriers de la Confédération Ouvrière Régionale mexicaine, avait pu donner une impression de force, se trouva réduit au néant.

La C.R.O.M. qui compte, au moins sur le papier, 1 million d'adhérents, et dont le chef Morones avait été appelé par Calles au Gouvernement, continua sa politique d'appui au Parti National Révolutionnaire, le parti de Calles qui lança, à la fin de 1933, le plan de six ans — similaire au plan quinquennal russe — qui devait être réalisé pendant la période présidentielle de l'actuel président Cardenas. On trouve seulement de la démagogie dans ce plan qui « promettait » aux travailleurs ruraux sans terre un nouveau partage du sol et aux ouvriers la garantie du droit au travail, à la journée des 8 heures, au salaire minimum.

Ce ne sont pas les terres à partager qui manquent : à côté de ce que possède l'Etat il y a le latifundium à morceler. D'après le recensement agraire de 1930, treize mille cinq cents propriétaires fonciers possèdent plus de mille hectares chacun, c'est-à-dire 83 p.c. de toutes les terres cultivables et parmi eux 1,800 propriétaires possèdent plus de 10,000 hectares, soit du tiers environ de toute la surface du Mexique. Or, sur cet ensemble de terres **seulement 11 p.c. est cultivée**. Le plan des six ans trace évidemment des limites si étroites au partage que sûrement aucun propriétaire des grands latifundia ne sera touché. Dans les 23 ans de pouvoir du parti national révolutionnaire, seulement une infime quantité de paysans obtint quelques hectares de terrains avec une masse de promesses... Et naturellement cela ne changera pas pour

l'avenir. Seul les Zapata avaient montré l'unique voie pour obtenir le partage de la terre.

Récemment au sein du parti national-révolutionnaire une crise qui couvait depuis longtemps a éclaté avec la rupture ouverte entre les partisans du président Cardenas et ceux de Calles, dictateur politique du parti, et « l'homme fort » du Mexique. Pour tout observateur superficiel il semblerait que Cardenas défend les droits des travailleurs alors que Calles les attaque. En effet, ce dernier a pris position contre la vague des grèves — 1,200 dans la première moitié de l'année passée dont beaucoup dirigées contre le capitalisme étranger et américain surtout, comme par exemple la grève dans la grande compagnie des téléphones et dans les entreprises pétrolifères — en soutenant que les travailleurs devaient éviter de créer des embarras au gouvernement au moment où il travaillait pour les intérêts du prolétariat. Cette attitude permit à la C. R. O. M. d'inviter les paysans et les ouvriers à défendre le gouvernement « socialiste » représenté par Cardenas contre Calles qui représenterait la réaction anti-ouvrière et le fascisme.

Un mouvement fasciste se manifeste depuis quelques temps avec des organisations qui s'appellent chemises « brunes » et « vertes ».

Il y a dans ces organisations tous les éléments de la réaction et les couches déclassées : généraux en quantités, parce que après 25 ans de révolutions et contre-révolutions continuelles, il est plus facile de rencontrer un général qu'un caporal ; anciens officiers et fonctionnaires ; petits bourgeois alarmés par la concurrence juive et chinoise ; agents des impérialismes opposés aux Etats-Unis et surtout des catholiques qui sont frappés par la politique religieuse du gouvernement. Dans cette situation, il est très difficile de prévoir si les mouvements qui se sont manifestés dernièrement avec l'arrivée subite de Calles au Mexique, signifiaient réellement le déclenchement d'une nouvelle révolution ou s'il s'agissait uniquement d'un prétexte choisi par le gouvernement pour une défense préventive contre Calles qui quand même groupe autour de lui beaucoup de forces, surtout paysannes et qui a l'appui ouvert des Etats-Unis.

LA SITUATION AU BRÉSIL

La trahison de la Révolution chinoise, au travers de la politique néfaste pratiquée par l'Internationale Communiste s'alliant au Kuomintang aurait dû pousser ses dirigeants à jeter un voile sur cet épisode. Bien au contraire, la dégénérescence du centrisme est désormais arrivée à un point tel que, au 7^e Congrès de l'I. C., le délégué du Brésil, Lacerda, a pu s'exprimer ainsi : « Au Brésil aujourd'hui, le puissant front populaire anti-impérialiste qui s'y est formé, occupe une place centrale, il marche à un rythme accéléré à des actions de masses décisives, vers l'instauration d'un gouvernement national-révolutionnaire. L'alliance de la libération nationale créée à la fin de 1934 est ce qu'était le Kuomintang de Chine en 1925, c'est-à-dire une coalition de plusieurs classes groupées en un front unique contre l'impérialisme, le latifundisme, le fascisme. La différence c'est que dans le Kuomintang une des principales forces du front national, (la seule, ajoutons-nous) était la bourgeoisie nationale, tandis que l'initiative de la création de l'Alliance de Libération nationale appartient au mouvement ouvrier ».

Ces affirmations datent du mois d'août 1935. A fin novembre, les garnisons des capitales des Etats de Rio-Grande, Del-Norte et de Pernambuco se soulevèrent pour instaurer « le gouvernement populaire national-révolutionnaire ». A Natal, il subsista quatre jours, à Recife, il ne parvint même pas à s'affirmer.

Le Brésil, on le sait, fut une colonie portugaise, puis un empire indépendant et, finalement, en 1889, une révolte militaire fomentée par les grands propriétaires fonciers à la suite de l'abolition de l'esclavage, le transforma en République.

Par une Bulle du Pape Alexandre VI, en 1493, le partage des contrées à découvrir avait été fait entre les Portugais et les Espagnols, en divisant le monde au moyen du méridien qui passait à 100 lieues à l'Ouest du Cap Vert. Toutes les terres qui se trouveraient à l'Ouest de ce méridien étaient attribuées à l'Espagne, celles situées à l'Orient, au Portugal. En fait, le Portugal n'eut qu'une colonie : le Brésil, mais une colonie de 8 millions et demi de km², presque aussi grande que l'Europe entière et qui n'est

dépassée en surface que par l'U.R.S.S. la Chine et le Canada.

Sur une telle étendue se trouvent seulement 35 millions d'habitants : indiens (peu nombreux et répandus dans les forêts), blancs descendants des anciens conquérants portugais qui sont les propriétaires du sol ; et la masse de la population qui est formée par les métis et les millions d'émigrés européens employés à la mise en valeur des richesses du pays.

Après la défaite du mouvement insurrectionnel toute la presse capitaliste du monde s'est empressée de présenter ces événements comme l'œuvre de Moscou et comme une révolte communiste. En réalité, il s'agit avant tout de la lutte qui a toujours constitué la substance des luttes politiques au Brésil. Les Etats qui ont pris part à la révolte sont ceux qui ont toujours été en opposition avec le gouvernement fédéral. C'est surtout l'Etat de San Paolo, le plus riche et le centre des agissements du capitalisme anglais qui a voulu conquérir l'autonomie complète. Louis Carlos Prestes, le chef de l'insurrection et de l'alliance de la libération nationale, est lui-même un ancien officier de San Paolo où il dirigea la révolution de 1924.

Le Président Vargas, après la révolution de 1930, avait été le candidat des politiciens de Minas Geraes. Il fut élu contre le candidat de San Paolo. A cette défaite électorale les politiciens de ce dernier Etat répondirent par une révolution, qui fut réprimée par Vargas. Celui-ci fit approuver la loi sur la sûreté de l'Etat qui lui permettait de frapper tous les partis d'opposition. A côté des oppositions de nature politique, la situation de Vargas était aggravée par les difficultés économiques. Le Brésil est un pays typique de la monoculture. Il dépend de l'étranger et notamment de ses exportations de café. La baisse des prix de ce produit a profondément ébranlé l'économie nationale. En outre, les difficultés endémiques du Trésor ont été augmentées par les récentes dépenses des soldes militaires et des constructions urbaines. Un mouvement de réaction populaire qui avait des attaches avec les intellectuels et l'armée : l'alliance nationale de libération, surgit. Prestes chercha l'aide des masses paysannes et ouvrières. Il se rendit à Moscou et en 1930 de l'Argentine